

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 81 — 2004

16 JUILLET 1981. — Arrêté royal portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste aviaire et à la pseudo-peste aviaire

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 319, 320 et 321 du Code Pénal;

Vu la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire des animaux domestiques et les insectes nuisibles, modifiée par l'arrêté royal du 14 août 1933 et par la loi du 2 avril 1971;

Vu l'arrêté royal du 20 septembre 1883 contenant règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques modifié par les arrêtés royaux des 10 mai 1885, 1er août 1898, 22 novembre 1900, 2 juillet 1902, 28 juin 1930, 12 mai 1950, 20 février 1951, 5 décembre 1952, 4 août 1964, 3 avril 1965, 2 juillet 1965, 16 juin 1967, 25 septembre 1970 et 19 avril 1974;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 29 juin 1981;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 et modifiées par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant que l'apparition de la peste aviaire ou de la pseudo-peste aviaire chez des oiseaux autre que des volailles signifie une menace pour l'aviculture économiquement importante;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1er. — Dispositions liminaires

Article 1er. La peste aviaire et la pseudo-peste aviaire sont classées parmi les maladies contagieuses visées à l'article 319 du Code Pénal.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. Volailles : poules, dindes, pintades, faisans, cailles, canards et oies, détenus comme oiseaux domestiques sans distinction d'âge ou de sexe.
2. Oiseau : tout animal appartenant à la classe « Aves », y compris les volailles.
3. Oiseau atteint : tout oiseau, vivant ou mort, qui présente des symptômes ou des lésions tels qu'il n'existe aucun doute en ce qui concerne l'existence de l'agent pathogène de la peste aviaire ou de la pseudo-peste aviaire chez cet oiseau.
4. Oiseau suspect d'être atteint : tout oiseau, vivant ou mort, qui présente des symptômes ou des lésions qui permettent de suspecter l'existence de peste aviaire ou de pseudo-peste aviaire.
5. Oiseau suspect d'être contaminé : tout oiseau qui ne présente ni symptômes ni lésions, mais qui, depuis moins de 15 jours a été exposé, de quelque manière que ce soit, à une infection de peste aviaire ou de pseudo-peste aviaire, lors d'un séjour dans le foyer, à l'occasion d'un transport ou de toute autre circonstance susceptible de réaliser sa contamination.
6. Exploitation : exploitation ou établissement dans lequel des volailles sont détenues ou dans lequel des oiseaux sont commercialisés.
7. Foyer : lieu, exploitation ou parties d'exploitation désignés comme tels par l'inspecteur vétérinaire dans lesquels des oiseaux atteints ou suspects d'être atteints se trouvent ou se sont trouvés endéans les 10 jours avant ses constatations;
8. Zone de protection : la zone qui entoure le foyer et dont les limites sont fixées par l'inspecteur vétérinaire.
9. Séquestrer : isoler sur place les oiseaux atteints, suspects d'être atteints ou d'être contaminés, en prenant les mesures requises pour éviter toute dispersion de virus;

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 81 — 2004

16 JULI 1981. — Koninklijk besluit houdende maatregelen van gezondheidspolitie betreffende de vogelpest en de pseudo-vogelpest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 319, 320 en 321 van het Strafwetboek;

Gelet op de wet van 30 december 1882 op de diergeneeskundige politie en de schadelijke insecten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en bij wet van 2 april 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 september 1883 houdende reglement van algemeen bestuur betreffende de gezondheidspolitie der huisdieren, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 10 mei 1885, 1 augustus 1898, 22 november 1900, 2 juli 1902, 28 juni 1930, 12 mei 1950, 20 februari 1951, 5 december 1952, 4 augustus 1964, 3 april 1965, 2 juli 1965, 16 juni 1967, 25 september 1970 en 19 april 1974;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 1981;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973 en gewijzigd bij artikel 13 van de gewone wet van 9 augustus 1980, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat het uitbreken van vogelpest of pseudo-vogelpest bij andere vogels dan pluimvee een dringende bedreiging betekent voor de economisch belangrijke pluimveehouderij;

Gelet op de hoogerdringende;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen

Artikel 1. Vogelpest en pseudo-vogelpest worden gerangschikt onder de besmettelijke ziekten bedoeld in artikel 319 van het Strafwetboek.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. Pluimvee : als huisdieren gehouden, kippen, kalkoenen, parelhoenders, fazanten, kwartels, eenden en ganzen van gelijk welke leeftijd of geslacht.
2. Vogel : elk dier van de klasse « Aves », het pluimvee inbegrepen.
3. Aangetaste vogel : elke vogel, levend of dood, die zulke tekens of letsels vertoont dat er geen twijfel is omtrent de aanwezigheid van het pathogeen agens van vogelpest of van pseudo-vogelpest bij deze vogel.
4. Van aantasting verdachte vogel : elke vogel, levend of dood, die tekens of letsels vertoont die het bestaan van vogelpest of van pseudo-vogelpest laten vermoeden.
5. Van besmetting verdachte vogel : elke vogel die geen tekens of letsels vertoont, doch sedert minder dan 15 dagen aan besmetting van vogelpest of pseudo-vogelpest was blootgesteld, namelijk door het verblijf in een haard, tijdens het vervoer of door gelijk welke andere omstandigheden die de besmetting kunnen mogelijk maken.
6. Bedrijf : bedrijf of inrichting waar pluimvee gehouden wordt of waar vogels verhandeld worden.
7. Haard : plaats, bedrijf of delen ervan, als zodanig door de inspecteur-dierenarts aangewezen, waar aangetaste of van aantasting verdachte vogels verblijven of verbleven hebben binnen de 10 dagen vóór zijn vaststellingen.
8. Schutkring : het gebied gelegen rond een haard en waarvan de grenzen door de inspecteur-dierenarts worden bepaald.
9. Afzonderen : het ter plaatse afgezonderd houden van aangetaste, van aantasting of van besmetting verdachte vogels, gepaard gaande met het nemen van alle maatregelen om elke virusverspreiding te vermijden.

10. Enfermer : maintenir les oiseaux dans un local ou dans un enclos en dehors duquel il leur est impossible de s'échapper.

11. Détenteur : le propriétaire ou la personne qui, à quelque titre que ce soit, détient, garde ou soigne des oiseaux.

CHAPITRE II. — Déclaration

Art. 3. Le détenteur d'un ou de plusieurs oiseaux atteints ou suspects d'être atteints ou d'être contaminés est tenu de les séquestrer sans délai.

Il fait, dans le délai le plus bref, au bourgmestre de la commune où les animaux se trouvent, la déclaration prescrite par l'article 3 de l'arrêté royal du 20 septembre 1883, contenant règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques.

Il veille à faire examiner tous les oiseaux qu'il détient dans le lieu ou dans l'exploitation, par un médecin vétérinaire agréé, qui communique sans délai, ses constatations à l'inspecteur vétérinaire.

Art. 4. L'inspecteur vétérinaire procède sans délai à une enquête sur place concernant la nature de la maladie, ses causes et sa dispersion éventuelle et il complète son enquête en faisant procéder à toutes les investigations qu'il juge utiles.

Lorsque l'examen clinique n'est pas concluant quant à l'existence de la maladie, l'inspecteur vétérinaire peut, en attendant les résultats de l'analyse en laboratoire, prendre les mesures prévues à l'article 6. La maladie s'étant avérée, il fixe le foyer.

Toute décision de l'inspecteur vétérinaire concernant le foyer, les mesures prescrites et la levée de ces mesures, est notifiée au bourgmestre et au détenteur des animaux.

CHAPITRE III. — Mesures dans le foyer

Art. 5. Dans le foyer, les mesures de séquestration prévues à l'article 5 de l'arrêté royal précité du 20 septembre 1883 sont prises par l'inspecteur vétérinaire. De plus, ce dernier peut faire enfermer tous les oiseaux y détenus ainsi que les chiens et les chats.

Aucun oiseau vivant ou aucune dépouille ou partie de dépouille d'oiseaux ne peut être enlevé du foyer si ce n'est par l'usine de destruction ou avec l'autorisation de l'inspecteur vétérinaire.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 12, il est interdit d'introduire des oiseaux vivants dans le foyer.

Art. 6. Dans le foyer, l'inspecteur vétérinaire prescrit toutes les mesures qu'il juge utiles. Il peut ordonner le sacrifice des oiseaux atteints ou suspects d'être atteints. Cette opération a lieu sous sa surveillance ou sous celle de son délégué. Les dépouilles des oiseaux trouvés morts et sacrifiés, doivent être enlevées, sans frais pour leur propriétaire, par l'usine de destruction.

Art. 7. Le détenteur à qui il est ordonné de sacrifier les oiseaux atteints ou suspects d'être atteints, est tenu de se conformer aux mesures prescrites par l'inspecteur vétérinaire.

En cas de refus, le sacrifice est exécuté d'office aux frais du propriétaire et les frais sont récupérés par l'administration communale.

Art. 8. Le Ministre de l'Agriculture peut, sur proposition du service vétérinaire, ordonner également le sacrifice des oiseaux suspects d'être contaminés. Il peut, dans les limites des crédits budgétaires, lorsqu'il s'agit de volailles, accorder une indemnité au propriétaire de ces oiseaux, sur présentation d'un certificat délivré conformément aux dispositions de l'article 17 et attestant que le cheptel total de l'exploitation a été vacciné contre la pseudo- peste aviaire au moins dix jours et au plus 4 mois avant l'apparition de la maladie.

Le montant et les modalités d'attribution de l'indemnité visée à l'alinéa précédent, seront fixés par arrêté ministériel.

Art. 9. § 1er. Il est interdit au détenteur d'autoriser l'accès du foyer aux personnes et aux animaux qui y sont étrangers.

Cette interdiction ne s'applique pas au personnel du service vétérinaire, aux autorités de police, aux personnes chargées des soins aux animaux, au personnel de l'usine de destruction ainsi qu'aux personnes appelées dans le foyer par d'impérieuses nécessités.

10. Opsluiten : het houden van vogels in een lokaal of omheining waaruit ze niet kunnen ontsnappen.

11. Houder : de eigenaar of de persoon die, om welke reden ook, vogels houdt, bewaakt of verzorgt.

HOOFDSTUK II. — Aangifte

Art. 3. De houder van één of meer aangetaste of van aantasting of besmetting verdachte vogels, is verplicht ze zonder verwijl af te zonderen.

Hij moet binnen de kortst mogelijke tijd aangifte doen bij de burgemeester van de gemeente waar de dieren zich bevinden, zoals voorgeschreven bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 20 september 1883, houdende reglement van algemeen bestuur betreffende de gezondheidspolitie der huisdieren.

Hij zorgt ervoor dat al de vogels die hij op het bedrijf of op de plaats houdt, onderzocht worden door een aangenomen dierenarts, die zonder verwijl zijn bevindingen aan de inspecteur-dierenarts mededeelt.

Art. 4. De inspecteur-dierenarts stelt zonder verwijl ter plaatse een onderzoek in naar de aard van de ziekte, de oorzaak en de gebeurlijke verspreiding ervan en vervolledigt zijn onderzoek door te doen overgaan tot elke opzoeking die hij nuttig acht.

Wanneer het klinisch onderzoek geen uitsluitsel geeft omtrent het bestaan van de ziekte, kan de inspecteur-dierenarts in afwachting van de uitslag van het laboratorium-onderzoek, de maatregelen treffen bepaald in artikel 6. Staat de ziekte eenmaal vast, dan bepaalt hij de haard.

Eike beslissing van de inspecteur-dierenarts betreffende de haard, de getroffen maatregelen en de opheffing van deze maatregelen wordt aan de burgemeester en de houder van de dieren betekend.

HOOFDSTUK III. — Maatregelen in de haard

Art. 5. In de haard neemt de inspecteur-dierenarts de maatregelen van afzondering als bedoeld in artikel 5 van voornoemd koninklijk besluit van 20 september 1883. Hij kan daarenboven alle er gehouden vogels alsmede de honden en de katten doen opsluiten.

Geen enkele levende of dode vogel of gedeelte ervan mag uit de haard verwijderd worden, tenzij door het destructiebedrijf of met toelating van de inspecteur-dierenarts.

Onverminderd het bepaalde bij artikel 12 is het verboden levende vogels in de haard binnen te brengen.

Art. 6. In de haard neemt de inspecteur-dierenarts alle maatregelen die hij nodig acht. Hij kan bevel geven de aangetaste of van aantasting verdachte vogels te doden. Dit geschiedt onder zijn toezicht of onder dat van zijn afgevaardigde. De gestorven en gedode vogels moeten zonder kosten voor de eigenaar door het destructiebedrijf worden weggehaald.

Art. 7. De houder aan wie het bevel gegeven wordt aangetaste of van aantasting verdachte vogels te doden, moet zich schikken naar de door de inspecteur-dierenarts opgelegde voorwaarden.

In geval van weigering wordt het doden van ambtswege uitgevoerd op kosten van de eigenaar en deze kosten worden door het gemeentebestuur ingevorderd.

Art. 8. De Minister van Landbouw kan, op voorstel van de diergeneeskundige dienst, bevel geven ook de van besmetting verdachte vogels te doden. Binnen de perken van de begrotingswet kan hij, wanneer het pluimvee betreft, aan de eigenaar van deze vogels een vergoeding toekennen, op voorlegging van een getuigschrift, afgeleverd overeenkomstig de bepalingen van artikel 17, waaruit blijkt dat het gehele koppel van het bedrijf ten minste tien dagen en ten hoogste vier maanden tegen pseudo-vogelpest werd ingeënt vóór het verschijnen van de ziekte.

Het bedrag en de modaliteiten voor het toekennen van de vergoeding bedoeld in het vorige lid, worden bij ministerieel besluit geregeld.

Art. 9. § 1. Het is de houder verboden toegang te verlenen tot de haard aan personen en dieren die er niet toe behoren.

Dit verbod geldt niet voor het personeel van de diergeneeskundige dienst, de politie, de personen die met het verzorgen der dieren belast zijn, het personeel van het destructiebedrijf, noch voor personen die zich wegens dringende noodwendigheden op de haard moeten bevinden.

Toutes ces personnes sont tenues de prendre toutes les précautions hygiéniques requises lors de leur entrée et de leur sortie du foyer ou de l'exploitation.

§ 2. Il est défendu à toute personne résidant dans le foyer ou dans l'exploitation où se trouve un foyer, ou y soignant les animaux, de pénétrer dans une autre exploitation ou de se rendre en tout autre lieu où se trouvent rassemblés des oiseaux.

Les roues et les pneus des véhicules quittant le foyer ou l'exploitation où se trouve un foyer doivent être désinfectés avec un antiseptique agréé par l'inspecteur vétérinaire.

Art. 10. Aussi longtemps que les mesures de police sanitaire y restent en vigueur, aucun oeuf à couver ne peut quitter le foyer ou l'exploitation où se trouve un foyer; les oeufs de consommation peuvent y être enlevés à la condition d'être transportés en emballage perdu.

Art. 11. Les aliments pour oiseaux qui sont stockés dans un foyer ne peuvent en sortir. Le fumier, la litière, tous les objets ainsi que le matériel de conditionnement vide, provenant d'un foyer ne peuvent le quitter avant la levée des mesures et seulement après que la désinfection aura été exécutée conformément aux directives du Ministre de l'Agriculture.

Les véhicules qui transportent le fumier ou la litière, doivent être munis d'une benne hermétiquement fermée ou être recouverts par une bâche en plastique pendant le transport aux fins d'éviter toute dispersion de matériel infecté. Après le transport, le véhicule utilisé doit être désinfecté avec un antiseptique agréé par le Ministre de l'Agriculture et employé conformément à ses directives. Les prescriptions qui s'appliquent au foyer, doivent être observées pendant un mois à partir de la notification prévue à l'article 4, à moins que l'inspecteur vétérinaire ne décide d'abréger ce délai.

Art. 12. Par dérogation aux dispositions de l'article 5, deuxième alinéa, l'inspecteur vétérinaire peut, lorsqu'il s'agit de volailles, à titre exceptionnel autoriser l'introduction de nouveaux oiseaux dans le foyer sept jours après que les locaux auront été rigoureusement nettoyés et désinfectés si tous les oiseaux ont été enlevés ou douze jours après l'enlèvement partiel et pour autant qu'un certificat soit produit pour les nouveaux oiseaux, délivré conformément aux dispositions de l'article 17 attestant qu'ils ont été vaccinés contre la pseudo- peste aviaire depuis sept jours au moins et deux mois au plus. Le repeuplement peut également être réalisé par l'introduction de poussins d'un jour préalablement vaccinés.

CHAPITRE IV. — Zone de protection

Art. 13. S'il existe, en raison de la situation du foyer, un risque de diffusion de la maladie aux exploitations avoisinantes, l'inspecteur vétérinaire délimite autour du foyer une zone de protection et notifie sa décision au bourgmestre intéressé.

Art. 14. § 1er. Dans toutes les exploitations situées dans la zone de protection, il sera dressé un inventaire des oiseaux y détenus. Cet inventaire est communiqué sans délai à l'inspecteur vétérinaire.

§ 2. Dans la zone de protection, aucun oiseau vivant ne peut quitter les exploitations. Néanmoins l'inspecteur vétérinaire peut accorder une dérogation pour les oiseaux qui ont été vaccinés depuis au moins dix jours et au plus trois mois contre la pseudo- peste aviaire et pour les poussins d'un jour.

§ 3. Dans la zone de protection, les oiseaux des exploitations qui sont situées à moins de 500 mètres d'un foyer, doivent être enfermés.

§ 4. L'accès aux poulaillers et volières situés dans la zone de protection est interdit à toute personne étrangère aux exploitations concernées à l'exception du personnel du service vétérinaire, des autorités de police, du personnel normalement chargé des soins aux oiseaux, ainsi que du personnel de l'usine de destruction.

Ces personnes sont tenues, au moment où elles quittent l'exploitation, de se soumettre à toutes les mesures de désinfection prescrites par le service vétérinaire.

§ 5. Dans les quarante-huit heures, il sera procédé, conformément aux directives de l'inspecteur vétérinaire, à la vaccination contre la pseudo- peste aviaire de toutes les volailles se trouvant dans la zone de protection, pour lesquelles aucun certificat délivré conformément aux dispositions de l'article 17, ne peut être présenté.

Al deze personen zijn gehouden de nodige hygiënische voorzorgen te nemen, wanneer zij in de haard of het bedrijf binnenkomen of deze verlaten.

§ 2. Het is verboden aan alle personen die in de haard of in het bedrijf waar zich een haard bevindt, verblijven of die er de dieren verzorgen, een ander bedrijf te betreden of zich naar gelijk welke verzamelplaats van vogels te begeven.

De wielen en de banden van de voertuigen die de haard of het bedrijf waar zich een haard bevindt, verlaten, moeten ontsmet worden met een door de inspecteur-dierenarts erkend ontsmettingsmiddel.

Art. 10. Zolang de maatregelen inzake gezondheidspolitie er van kracht zijn, mogen geen broedeieren de haard of het bedrijf waar zich een haard bevindt, verlaten; consumptieëieren mogen er afgehaald worden op voorwaarde dat ze in verloren verpakking worden vervoerd.

Art. 11. Vogelvoeder, dat in de haard is opgeslagen, mag deze niet verlaten. Mest, strooisel, alle voorwerpen en ledig verpakkingsmateriaal, afkomstig uit de haard, mogen deze slechts verlaten nadat de maatregelen zijn opgeheven en na ontsmetting volgens de richtlijnen van de Minister van Landbouw.

De voertuigen, die mest of strooisel vervoeren, moeten een gesloten laadbak bezitten of tijdens het vervoer volledig afgedekt zijn met een plastic dekkleed ten einde te vermijden dat besmet materiaal zou verspreid worden. Na het vervoer moet het gebruikte voertuig met een erkend ontsmettingsmiddel ontsmet worden, volgens de richtlijnen van de Minister van Landbouw. De voorschriften die voor de haard gelden, moeten in acht genomen worden gedurende een maand, vanaf de kennisgeving bedoeld in artikel 4, tenzij de inspecteur-dierenarts beslist deze termijn in te korten.

Art. 12. Ten uitzonderlijke titel kan de inspecteur-dierenarts, wanneer het pluimvee betreft, in afwijking van het bepaalde bij artikel 5, tweede lid, toelaten dat nieuwe vogels in de haard worden binnengebracht, zeven dagen nadat de lokalen grondig gereinigd en ontsmet werden ingeval alle vogels werden opgeruimd, of twaalf dagen na een gedeeltelijke opruiming en voor zover voor de nieuw aangevoerde dieren een getuigenschrift wordt voorgelegd, afgeleverd overeenkomstig de bepalingen van artikel 17, waaruit blijkt dat zij sedert ten minste zeven dagen en ten hoogste twee maanden tegen pseudo-vogelpest werden ingeënt. De herbevolking mag eveneens geschieden met geënte eendagskuikens.

HOOFDSTUK IV. — Schutkring

Art. 13. Indien, gelet op de ligging van de haard, er een gevaar bestaat voor de verspreiding van de ziekte naar de omliggende bedrijven, bepaalt de inspecteur-dierenarts rond de haard een schutkring en geeft daarvan kennis aan de betrokken burgemeester.

Art. 14. § 1. Op alle bedrijven die in de schutkring gelegen zijn, wordt een inventaris opgemaakt van de er gehouden vogels. Deze inventaris wordt zonder verwijl aan de inspecteur-dierenarts gezonden.

§ 2. In de schutkring mogen geen levende vogels de bedrijven verlaten. Nochtans kan de inspecteur-dierenarts een ontheffing verlenen voor vogels die sedert ten minste tien dagen en ten hoogste drie maanden tegen pseudo-vogelpest werden ingeënt en voor eendagskuikens.

§ 3. In de schutkring moeten de vogels van bedrijven die op minder dan 500 meter van een haard zijn gelegen, worden opgesloten.

§ 4. De toegang tot de pluimveehokken en volières in de schutkring is verboden aan alle personen die niet tot de betrokken bedrijven behoren met uitzondering van het personeel van de diergeneeskundige dienst, de politie, het personeel dat voor de verzorgen van de vogels is aangesteld, het personeel van het destructiebedrijf.

Deze personen zijn gehouden zich bij het verlaten van het bedrijf aan alle ontsmettingsmaatregelen voorgeschreven door de diergeneeskundige dienst te onderwerpen.

§ 5. Binnen achtenveertig uur moet volgens de richtlijnen van de inspecteur-dierenarts tot inenting tegen pseudo-vogelpest worden overgegaan van al het pluimvee dat zich in de schutkring bevindt en waarvoor geen getuigenschrift kan voorgelegd worden, afgeleverd overeenkomstig de bepalingen van artikel 17.

En cas de refus, la vaccination peut être exécutée d'office aux frais du propriétaire et les frais entraînés par cette vaccination sont récupérés par l'administration communale.

Art. 15. Les prescriptions qui s'appliquent à la zone de protection, doivent être observées durant un mois à partir de la notification visée à l'article 4, à moins que l'inspecteur vétérinaire ne décide d'abréger ce délai.

CHAPITRE V. — Mesures particulières

Art. 16. En cas de danger de propagation de la pseudo- peste aviaire, le Ministre de l'Agriculture peut, s'il le juge nécessaire, pour la totalité ou une partie du territoire du Royaume :

1° prescrire que toutes les volailles soient vaccinées contre la pseudo- peste aviaire et qu'un certificat en soit délivré conformément aux dispositions de l'article 17;

2° interdire tout transport de volailles autres que des poussins d'un jour, qui n'est pas couvert par un certificat délivré conformément aux dispositions de l'article 17 et attestant que les volailles ont été vaccinées contre la pseudo- peste aviaire depuis dix jours au moins et trois mois au plus; cette disposition ne s'applique pas aux volailles transportées à l'abattoir en vue d'y être abattues;

3° interdire tout transport de poussins d'un jour qui n'est pas couvert par un certificat délivré conformément aux dispositions de l'article 17 et attestant que les poussins d'un jour ont été vaccinés contre la pseudo- peste aviaire;

4° interdire le colportage des oiseaux vivants, leur mise en vente et leur rassemblement sur les marchés et autres lieux de rassemblement;

5° décréter des mesures spéciales concernant la désinfection de la litière, du sol ou du fumier.

Art. 17. Lorsque la vaccination des volailles contre la pseudo- peste aviaire est imposée ou ordonnée, en application des dispositions du présent arrêté, ou lorsque le détenteur des animaux le demande, le vétérinaire agréé délivre au moment de la vaccination un certificat dont le modèle est fixé par le Ministre de l'Agriculture; il en envoie le jour même un double à l'inspecteur vétérinaire de la circonscription où les animaux ont été détenus.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 18. Les aliments pour volailles, y compris ceux contenant des grains, ne peuvent être livrés qu'en emballage perdu ou en camion citerne.

Art. 19. Tous les animaux d'un lot de volaille occupant un même local qu'il s'agisse de poulets de chair ou de poules à bouillir, doivent être enlevés dans les huit jours qui suivent le jour du premier chargement effectué au siège de l'exploitation.

Art. 20. Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, l'inspecteur vétérinaire peut adapter à la situation particulière les mesures prescrites par le présent arrêté.

Art. 21. Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui ne tombent pas sous l'application des articles 319, 320 et 321 du Code pénal, sont punies conformément aux articles 4, 6 et 7 de la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire des animaux domestiques et les insectes nuisibles.

Art. 22. L'arrêté royal du 4 mars 1974 portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste aviaire et à la pseudo- peste aviaire est abrogé.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 24. Notre Ministre de l'Agriculture est chargé de l'application du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 juillet 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,

A. LAVENS

In geval van weigering kan de inenting van ambtswege worden uitgevoerd op kosten van de eigenaar en deze kosten worden door het gemeentebestuur ingevorderd.

Art. 15. De voorschriften die voor de schutkring gelden, moeten in acht worden genomen gedurende een maand vanaf de kennisgeving bedogeld in artikel 4, tenzij de inspecteur-dierenarts beslist deze termijn in te korten.

HOOFDSTUK V. — Bijzondere maatregelen

Art. 16. Wanneer de pseudo-vogelpest dreigt zich verder te verspreiden, kan de Minister van Landbouw, wanneer hij zulks nodig acht, voor het gehele grondgebied of voor een gedeelte ervan :

1° voorschrijven dat al het pluimvee tegen de pseudo-vogelpest moet worden ingeënt en dat hiervan een getuigschrift moet worden afgeleverd, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17;

2° elk vervoer van pluimvee ander dan eendagskuikens, verbieden dat niet vergezeld is van een getuigschrift afgeleverd overeenkomstig de bepalingen van artikel 17 waaruit blijkt dat het pluimvee sedert ten minste tien dagen en ten hoogste drie maanden tegen de pseudo-vogelpest werd ingeënt; deze bepaling geldt niet voor pluimvee dat, met het oog op slachting, naar het slachthuis wordt vervoerd;

3° elk vervoer van eendagskuikens verbieden dat niet vergezeld is van een getuigschrift afgeleverd overeenkomstig de bepalingen van artikel 17, waaruit blijkt dat de eendagskuikens tegen de pseudo-vogelpest werden ingeënt;

4° het leuren met levende vogels, het te koop stellen of bijebrengen ervan op markten of andere verzamelplaatsen verbieden;

5° bijzondere maatregelen opleggen betreffende de ontsmetting van strooisel, bedding of mest.

Art. 17. In geval van inenting van pluimvee tegen pseudo-vogelpest in uitvoering van de bepalingen van dit besluit verplicht of opgelegd wordt of wanneer de houder van de dieren erom verzoekt, levert de aangenomen dierenarts op het ogenblik van de inenting een getuigschrift af, waarvan het model door de Minister van Landbouw wordt bepaald; hij zendt hiervan dezelfde dag een dubbel aan de inspecteur-dierenarts van het ambtsgebied waar de dieren worden gehouden.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 18. Pluimveevoeder, met inbegrip van granen, die voor pluimveevoeding bestemd zijn, mogen alleen in verloren verpakking of in bulk geleverd worden.

Art. 19. Al de dieren uit eenzelfde hok, hetzij slaughtkuikens, hetzij soepkippen die voor het slachten bestemd zijn, moeten binnen een tijdsverloop van acht dagen na de eerste oplading aan het bedrijf weggehaald worden.

Art. 20. Wanneer uitzonderlijke omstandigheden zulks wettigen, kan de inspecteur-dierenarts de door dit besluit voorgeschreven maatregelen aan de bijzondere toestand aanpassen.

Art. 21. Inbreuken op de bepalingen van dit besluit die niet vallen onder de toepassing van de artikelen 319, 320 en 321 van het Strafwetboek, worden gestraft overeenkomstig de artikelen 4, 6 en 7 van de wet van 30 december 1882 op de dierengeneeskundige politie en de schadelijke insecten.

Art. 22. Het koninklijk besluit van 4 maart 1974 houdende maatregelen van gezondheidspolitie betreffende de vogelpest en de pseudo-vogelpest wordt opgeheven.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 24. Onze Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege ;
De Minister van Landbouw,

A. LAVENS